

Net recul des IDE en Algérie en 2010

Le montant des investissements directs étrangers enregistrés en Algérie entre 2003 et 2010 serait d'un peu moins de 20 milliards d'euros avec un pic en 2005 (presque 4 milliards d'euros). L'année 2010 a été la moins lotie durant la dernière décennie.

Les investissements directs étrangers (IDE) en Algérie ont enregistré «un net recul» en 2010, selon une étude du réseau méditerranéen Anima intitulée «Investissements directs étrangers et partenariats vers les pays MED en 2010». L'étude souligne que la baisse a été constatée aussi bien en nombre de projets qu'en montant.

Le flux réel d'IDE a chuté de 13% par rapport à 2009, selon Anima qui cite la Banque mondiale. L'organisme impute cette baisse substantielle aux «nouveaux durcissement» introduits dans la loi de finances complémentaire de 2010 qui aurait, note-il, découragé les investisseurs. Anima rappelle que l'une de ces mesures a consisté à donner «la préférence aux entreprises algériennes dont les offres financières dépassent celles de leurs concurrents étrangers jusqu'à un surcoût de 25 %».

L'Algérie est «marquée par un certain antilibéralisme (restrictions sur les importations, sur le contrôle des IDE etc.)», conclut l'étude. Selon la même source, le montant des IDE enregistrés en Algérie entre 2003 et 2010 serait d'un peu moins de 20 milliards d'euros avec un pic en 2005 (presque 4 milliards d'euros). L'année 2010 a été la moins lotie durant la dernière décennie.

Les IDE ont à peine atteint 805 millions d'euros durant cette période. Anima relève que l'Egypte, 11e plus gros investisseur étranger dans la région avec 63 projets annoncés pour un investissement de près de 6,8 milliards d'euros (557 millions en 2010) a beaucoup investi en Algérie (30 projets pour un montant net total de près de 4,3 milliards d'euros). Ses entreprises ont créé des filiales ciment (revendue fin 2007 au Français Lafarge) et télécoms du géant Orascom.

En 2010, ce dernier demeurait le premier employeur du secteur des télécoms en Algérie (4 500 emplois directs et plus de 100 000 emplois indirects), toujours selon la même source. La France reste toutefois le premier investisseur étranger en Algérie avec 650 millions d'euros consentis entre 2008 et 2010. Elle est suivie par l'Italie, les Etats-Unis et la Russie qui ont respectivement investi 147 millions d'euros, 134 millions d'euros et 83 millions d'euros. Les plus grosses annonces d'IDE en 2010 recensées par Anima sont celles du groupe des Emirats arabes unis, EIC qui a reçu le feu vert pour un mégaprojet de parc urbain baptisé Dounya, et de complexe touristique à l'ouest d'Alger pour 1,805 milliard d'euros ainsi que celle de Total (France) qui a décroché le projet de développement de huit gisements de gaz à Timimoun dont la mise en production est attendue pour fin 2013 (680 M€) et celle d'Emiral (Émirats arabes unis), promoteur immobilier qui a lancé la construction d'un projet mixte, le «Forum El Djazaïr», dans la zone côtière de Moretti à l'ouest d'Alger (206 M).